

L'ESPACE URBAIN ET LES INÉGALITÉS DE SEXE : QUE FAIRE ?

*par Jacqueline Coutras **

Depuis vingt ans, les femmes ont transformé leurs manières d'être et de faire en public, et plus largement leurs rapports avec la ville telle qu'elles la désirent ou la rêvent.

Les jeunes générations ont des audaces de comportement que n'auraient même pas imaginées leurs mères au début des années 1980. Elles interpellent le politique au nom de leurs droits de citoyennes et revendiquent un accès effectif à la ville, à toute la ville. Elles affirment leurs prétentions à utiliser toutes les « ressources » urbaines pour se construire et construire leur vie comme font les garçons de leur voisinage, mais aussi ceux des autres quartiers de la ville. Et pourtant... jamais leurs craintes et leurs plaintes ne se sont aussi ouvertement exprimées, reprises par les médias ; jamais les pouvoirs publics ne les ont autant écoutées, au moins dans leurs aspects les plus spectaculaires : ceux qui mettent en péril les corps. Mises en mots, en images et en statistiques, les agressions corporelles les plus graves que les femmes subissent sont englobées dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'insécurité urbaine » (1).

Il y a là un paradoxe propre aux villes nord-occidentales. Alors que les femmes participent à la vie publique dans des attitudes de plus en plus libres, leurs discours disent leurs peurs d'être dans l'extérieur public, même dans les lieux les plus banals et, en principe, les mieux « pacifiés » (2), même lorsque les dispositifs de protection sont nombreux (3). Ce paradoxe manifeste qu'il ne suffit pas que les filles s'affranchissent des comportements attribués traditionnellement au féminin pour que les espaces sexués changent. Il marque un déséquilibre dans les relations hommes-femmes ; il alimente les tensions interindividuelles dès que le masculin ressent les initiatives féminines comme une dépossession de son droit exclusif à dire le sens de l'espace (4).

Toute politique qui voudrait établir une égalisation des rapports des sexes à l'espace urbain doit trouver les moyens de résorber ce déséquilibre et les inquiétudes qui lui sont liées. Inquiétudes du féminin comme du masculin.

Inquiétudes : personne n'est désormais à sa place

Les pratiques féminines actuelles ont, de facto, mis en cause les

* Directeur de recherche, CNRS, LADYSS, jcoutras@u-paris10.fr

(1) Cf. **L. Bui-Trong**, « L'insécurité des quartiers sensibles : une échelle d'évaluation », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 1993, n°14 ; « Les violences urbaines à l'échelle des renseignements généraux. Un état des lieux pour 1998 », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 1998, n° 33.

(2) Ceux de la proximité résidentielle où les inégalités de sexe sont rodées, codifiées, admises...

(3) Présence d'une surveillance policière, numéro d'appel d'urgence, meilleur éclairage public, législation plus répressive à l'égard des agresseurs, presse plus alertée...

(4) **J. Coutras**, *Les peurs urbaines et l'autre sexe*, Paris, L'Harmattan, 2003.

normes et les valeurs sexuées sur lesquelles a reposé l'organisation d'ensemble de la ville moderne (5). Par exemple, depuis le milieu des années 1960, depuis que les femmes sont entrées massivement sur le marché de l'emploi salarié et qu'elles ajoutent le rôle de travailleuse à celui de mère, elles ont acquis la légitimité de se déplacer et d'être présentes dans toute la ville. Désormais, l'environnement résidentiel ne peut plus se figurer comme cet espace que les mères de familles animaient quotidiennement lors de leurs déplacements et activités domestiques (6). Il n'est plus le seul espace urbain où elles sont mises en visibilité, il n'est plus leur seul lien reconnu avec le reste de la ville. Le fonctionnement de la ville moderne, qui était bâtie sur la complémentarité des fonctions et des espaces urbains, s'en trouve déstabilisé, entraînant une transformation de la représentation que la collectivité se donne d'elle-même. Il est devenu impossible de dire : aux unes, le privilège d'animer l'espace-temps du quotidien résidentiel et familial, aux uns, le devoir de faire vivre la ville économique, celle qui produit des richesses pour la collectivité (7).

Dans ce nouveau contexte, personne n'est à sa place. Les jeunes femmes d'aujourd'hui ont appris de leur mère surtout la discrétion : pour fréquenter la rue ou les bars et cafés le soir, il vaut mieux passer inaperçue, ne pas répondre aux interpellations ou quolibets... Dans leur volonté d'être actrices à part entière, autant que le sont leurs frères, elles sont sans compétence héritée, sans confiance dans les capacités qu'elles se sont forgées à la hâte avec les copines. Aussi, la question leur est lancinante : pour gérer les rencontres avec l'autre sexe, seront-elles à la hauteur de leurs désirs, sauront-elles tenir le rôle dans lequel leur audace les engage ? L'incertitude, l'angoisse est grande ; le principe de vigilance organise leurs comportements. Cela se traduit par des attitudes de provocation, d'esquive, de ruse...

Il en va de même pour les jeunes hommes qui désormais doivent partager l'usage des espaces, alors qu'ils ont toujours eu l'habitude d'y faire le droit. Jusqu'alors, il n'y avait que d'autres hommes qui, en public, leur portaient dispute ou contradiction, qui confirmaient ou infirmaient leurs capacités à gérer et organiser la chose publique. La nécessité de partager ce privilège avec le féminin est vécue comme la perte d'un des attributs qui les identifiaient à leur sexe. Seuls restent sereins les hommes qui translatent cette hégémonie spatiale perdue vers d'autres champs de la vie sociale : dans la sphère professionnelle principalement. Seuls restent sereins ceux dont les emplois rétablissent ou maintiennent les hiérarchies de sexe, c'est-à-dire les hommes des catégories sociales privilégiées. Pour les autres, il ne reste que la hantise d'être un déclassé par rapport à son sexe, en plus de l'angoisse d'être en stagnation ou en échec social (8).

Rompre le lien entre réussite socio-économique et domination

(5) **S. Denèfle** (dir.), *Femmes et villes*, Tours, MSH et PUF, 2004.

(6) Courses, accompagnements d'enfants principalement.

(7) **J. Coutras**, *Crise urbaine et espaces sexués*, Paris, A. Colin, 1996.

(8) **P. Duret**, *Les jeunes et l'identité masculine*, Paris, PUF, 1999.



sexuée est certainement une première condition. Il en est une autre qui consiste à repenser les liens entre la ville et ses quartiers.

La ville et ses quartiers

Les statistiques montrent toutes les difficultés qu'ont les politiques publiques pour enrayer les violences en général, et les violences contre les femmes en particulier (9). Les aménagements matériels ou les autres mesures concrètes prises en France depuis une vingtaine d'années ont eu pour conséquence de faire baisser le taux des agressions dans les strictes limites des périmètres concernés (10). Les actes de violence n'ont fait que glisser d'un espace vers un autre. Les peurs des uns et des unes n'en diminuent pas pour autant. Au contraire, elles s'étendent à toute la ville, et aucun périmètre ne paraît épargné (11).

Le constat est indiscutable, mais il ne permet pas de conclure que les agressions se sont multipliées (12). Permet-il de rendre responsables certaines catégories seulement, dédouanant ainsi les autres et les structures spatiales ? Il ne considère que les violences physiques spectaculaires et n'autorise pas non plus cette seconde conclusion.

Une autre explication mérite d'être approfondie. À un moment où la vie en public est de plus en plus marquée par les mobilités individuelles et les relations d'anonymat, il est de plus en plus vrai que la « sexuaton » d'un espace se construit en interaction avec celle des autres espaces. Ainsi, les femmes qualifient une aire résidentielle de « dortoir » (c'est-à-dire dépourvue de sociabilité), quand il leur devient possible d'accéder à d'autres parties de la ville où il existe une vie sociale diversifiée et des opportunités d'enrichissement personnel. Elles vivent l'inter-connaissance résidentielle comme le synonyme de « surveiller et punir », quand l'anonymat existant ailleurs leur fait entrevoir la possibilité de complexifier leur identité monolithique centrée sur leur rôle dans la famille. En d'autres termes, dans l'exemple choisi, l'environnement résidentiel n'est enfermement ou repli sur la vie de famille que quand il est mis en relation avec des espaces qui laissent espérer l'expression d'autres soi-mêmes plus librement choisis (13).

La fonctionnalité et les complémentarités établies par la ville moderne se trouvent ici mises en cause. C'est ce type de complémentarité des fonctions qu'il faut modifier. Une complémentarité, matérielle et symbolique, qui est synonyme d'inégalité parce qu'elle sous-entend, et donc institue subrepticement, une hiérarchisation entre, d'une part, les espaces voués à la vie familiale et privée et, d'autre part, les espaces consacrés à la production, à l'organisation du bien public et à l'expression libre des individus.

(9) **S. Body-Gendrot**, *Les villes : la fin des violences ?* Paris, Presses de Sciences Politiques, 2001.

S. Body-Gendrot, **D. Duprez**, « Les politiques de sécurité et de prévention dans les années 1990 en France. Les villes en France et la sécurité », *Déviance et société*, 2001, 25, 4.

(10) **S. Roché**, *Sociologie politique de l'insécurité. Violences urbaines, inégalités et globalisation*, Paris, La Documentation française, 1998.

(11) **S. Body-Gendrot**, **N. Le Guennec**, *Mission sur les violences urbaines*, Paris, La Documentation française, 1998.

(12) L'appareil statistique est trop récent pour faire des comparaisons dans le temps et la parole sur ces questions a juste commencé à se déverrouiller.

(13) **A. Ehrenberg**, *La fatigue d'être soi*, Paris, Éd. O. Jacob, 1998.

MÉDIATION DE QUARTIER L'ATOUT FÉMINITÉ

*Médiateurs en quartiers sensibles :
un métier encore très masculin.
Et pourtant...*

L'activité de médiateur en quartiers dits « sensibles » est polyvalente. Ce n'est pas Nadia et Gazala, médiatrices à l'Office municipal d'HLM de Besançon, qui le démentiront. Du matin au soir, elles s'occupent des problèmes de voisinage, des conflits entre locataires. Elles sont aussi « traductrices » et intermédiaires entre l'office HLM et les habitants qui ne maîtrisent pas forcément bien la langue française. En cas de situations d'urgence, elles font le lien avec les assistantes sociales. En partenariat avec les Maisons de quartier, elles tentent d'instaurer un dialogue, de renforcer les solidarités, de créer du lien social. Enfin, elles sont, en quelque sorte, « le psy » ou « le meilleur ami » du quartier : « Les gens m'appellent pour tout parce que je suis là, je suis disponible, parce que je sais les écouter », confie Gazala.

Le métier requiert donc des capacités de communication, de compréhension et d'adaptation. « C'est toujours délicat de dicter aux gens leur ligne de conduite... Ce qu'il faut, c'est discuter avec eux, parler de façon simple et non pas avec des concepts qui ne veulent rien dire », admet Nadia.

C'est aussi un métier aux horaires difficiles, surtout en hiver quand il faut travailler jusqu'à 20 heures et que les lieux deviennent déserts et sans abris contre d'éventuels « cassos » (1). C'est sans doute pour cette raison que le métier reste essentiellement une histoire d'hommes. Le service qui gère la médiation au sein de l'Office de Besançon, où les femmes sont en majorité, fait d'ailleurs figure d'exception.

Si certaines formes d'agressivité existent dans les quartiers, Nadia et Gazala n'ont

pour l'instant rencontré aucune difficulté sérieuse dans leur travail. Des formations, notamment sur la gestion des comportements agressifs, sont organisées au sein de l'Office HLM et elles se sentent soutenues par leurs responsables et les conseillères sociales. Les relations avec les garçons dans les cités ne sont pas problématiques pour ces deux jeunes médiatrices, bien au contraire. D'abord, le fait d'être aussi une habitante d'un quartier et *a fortiori* du même quartier facilite les relations. « Comme on a grandi ensemble, ils nous respectent en tant que filles ; ils respectent aussi nos familles et nos frères », précise Gazala. Nadia va dans le même sens. « Il est plus facile à une femme de demander à des jeunes de respecter les endroits publics. L'échange reste verbal. Avec un homme, les jeunes en viennent plus facilement aux mains. »

Plus facile également pour une femme de comprendre une autre femme, notamment ces mères de famille de 30 à 45 ans que Nadia et Gazala côtoient de façon privilégiée dans leur activité professionnelle. Et puis, les femmes, à tout âge, sont plus impliquées dans des démarches citoyennes. « On les voit plus dans les associations, les fêtes de quartier, telles qu'« Immeubles en fête » que nous organisons. Elles ont rapidement compris que c'est là qu'elles pouvaient acquérir une certaine liberté, un espace de paroles. Même les plus jeunes préfèrent ce type d'activité plutôt que de rester aux pieds des immeubles avec les garçons. »

Médiatrices ? Pour Gazala et Nadia, plus qu'un travail, une passion.

*Propos recueillis par
Élodie Maire*

(1) Jeunes délinquants.



Les inégalités spatiales sexuées et les autres

Les deux sexes ne sont toujours pas en confiance et à égalité dans l'extérieur urbain. Les dispositifs législatifs, mais aussi les aménagements urbanistiques et le travail social réalisés *hic et nunc*, ont certainement donné aux femmes l'audace de porter leurs désirs d'émancipation sur la place publique. Les violences actuelles contre les corps féminins montrent que cela ne suffit pas. Les auteurs de ces violences se justifient en invoquant, toujours mais plus ou moins ouvertement, la nécessité de défendre leur identité sexuée et sociale menacée. Rapportée au fonctionnement urbain, leur argumentation met en question les valeurs et les normes sexuées exprimées par les formes urbaines, depuis l'échelle la plus locale jusqu'à celle de l'agglomération.

En ce domaine, l'espace urbain n'est pas indépendant des autres champs du social. Les inégalités sexuées produites ailleurs s'y répercutent et entrent en conjonction avec les mécanismes proprement spatiaux qui, à leur façon, favorisent, suggèrent, imposent méfiance, peur, violence à l'égard de l'autre ou à l'inverse : assurance, audace, confiance en ses propres compétences physiques et relationnelles. Ainsi, les émancipations des pratiques spatiales féminines faites depuis les années 1960 sont à relier à l'entrée massive des femmes sur le marché du travail professionnel et donc aux transformations de la sphère du travail productif. Elles sont à mettre au compte d'une égalisation des profits de la libération des mœurs depuis les années 1970 (14). Elles sont aussi à rapprocher de l'évolution des représentations des corps masculins et féminins : l'un n'est plus uniquement associé à l'enfantement et à la douceur, il lui est aussi reconnu une force musculaire et le droit d'apprendre à s'en servir dans des combats frontaux ; l'autre n'est plus le seul légitime à utiliser sa puissance physique, l'idéal de virilité n'est plus le seul qui soit proposé au masculin.

Ainsi, pour qu'hommes et femmes puissent trouver d'égales « ressources » dans la ville, il apparaît nécessaire d'articuler très étroitement :

- les actions locales menées au plus près des situations sociales individuelles et des caractéristiques du bâti,
- les politiques transformant les conditions matérielles des pratiques, en particulier celles qui influent sur les rencontres de hasard,
- les évolutions des symboles spatiaux constitutifs des identités masculines et féminines, donc constitutifs de ce « bien commun » qui soude la communauté.

Jacqueline Coutras

(14) Droit à la contraception et à l'avortement, banalisation des relations sexuelles hors mariage et du divorce...